

M. MacEachen: Je veillerai alors à ce que le rythme de croissance des dépenses publiques soit étroitement contrôlé.

Une voix: Oh, oh!

M. MacEachen: Je verrai tout particulièrement à ce que le déficit et les besoins financiers du gouvernement diminuent à mesure que la croissance économique reprend.

Une voix: Qui va se charger de la faire reprendre?

Une voix: Vous rougissez.

M. MacEachen: Cela signifie que les nouveaux programmes importants de dépenses, s'il en existe, devront être financés par une augmentation des recettes ou ne pas voir le jour. Pour juger de l'orientation appropriée de l'exercice 1980-1981, je tiendrai compte autant de la faiblesse conjonctuelle de l'économie que de la nécessité de juguler les anticipations inflationnistes. J'étudierai des mesures permettant de répartir plus équitablement le fardeau du chômage et de l'inflation. Le budget tiendra compte du fait que le bien-être des Canadiens, la création d'emplois et l'atténuation de l'inflation sont autant de facteurs qui dépendent absolument de la vigueur soutenue des investissements privés.

Je voudrais maintenant évoquer les perspectives de l'économie internationale et de l'économie intérieure.

Le contexte international actuel est extrêmement troublé. Depuis décembre 1978, les prix du pétrole ont plus que doublé. Cette hausse a infligé à l'économie mondiale un choc comparable à celui de 1974 en termes relatifs et à peu près deux fois plus important en termes nominaux. Le relèvement des prix de l'OPEP a été facilité par la vigueur de la demande mondiale, les pays consommateurs accroissant leurs stocks et l'économie internationale entamant sa quatrième année d'expansion conjonctuelle.

Mlle MacDonald: C'est ça. Tout l'univers est à blâmer.

M. MacEachen: La vigueur de la demande a également contribué à une forte hausse du prix des produits de base. A cette influence inflationniste du pétrole et des autres produits de base s'est ajouté un ralentissement de la productivité. Ces facteurs ont entraîné dans le monde entier une nouvelle accélération de la montée des prix, qui a conduit la plupart des pays à resserrer notablement leur politique économique. Le rythme d'expansion monétaire a été freiné. Les taux d'intérêt ont atteint des niveaux sans précédent. Des mesures fiscales restrictives ont été adoptées.

Depuis 1975, l'expansion conjonctuelle est plus marquée aux États-Unis que dans la plupart des autres pays. La résistance de l'économie américaine jusqu'à ces derniers mois a surpris maints observateurs, qui prévoyaient depuis quelque temps une récession. La chute remarquable du taux d'épargne à 3 p. cent a permis à l'économie américaine de continuer sur sa lancée.

L'inflation a fait dernièrement un nouveau bond aux États-Unis. Cela s'explique en grande partie par la persistance d'une demande vigoureuse. Les prix élevés du pétrole dus à la levée des contrôles et aux importations, ainsi que l'escalade du coût du logement et des taux hypothécaires, ont également joué un

rôle important. L'inflation paraît plus sérieuse maintenant que dans les périodes précédentes de forte inflation.

● (2030)

Je voudrais signaler à ce propos que les Canadiens se sont peut-être réjouis trop vite de la tenue apparemment meilleure de nos prix au cours des derniers mois. La différence tient en grande partie à la façon dont les taux d'intérêt hypothécaires sont pris en compte dans l'indice des prix à la consommation des deux pays. Le relèvement plus rapide des prix américains du pétrole vers les niveaux mondiaux joue également un rôle. En fin de compte, le rythme fondamental de l'inflation n'est pas très différent dans les deux pays. Le Canada ne peut certainement pas se permettre de relâcher ses efforts face à l'inflation.

Pour combattre l'inflation, les États-Unis ont pris un certain nombre de décisions rigoureuses. La politique financière a été resserrée et les taux d'intérêt ont été relevés de façon à freiner la croissance de la masse monétaire. Des mesures de contrôle du crédit ont été mises en place. Il semble maintenant que la récession soit amorcée. En fait, il apparaît maintenant que le ralentissement risque d'être plus marqué que ne le souhaiteraient les autorités américaines. Cela entraîne un certain fléchissement de la demande de capitaux et, partant, des taux d'intérêt. On espère que ce phénomène exercera une influence appréciable et rapide sur le rythme de l'inflation.

Le Canada n'est pas épargné par ces influences internationales. Une faible croissance économique à l'étranger se traduit pour notre pays par un fléchissement de la demande extérieure. L'inflation internationale se répercute sur le prix des biens et services que nous importons.

Le consommateur canadien aurait souffert encore plus du renchérissement des importations si nous n'avions laissé nos taux d'intérêt augmenter et, ainsi, enrayé la baisse de notre taux de change. Simultanément, l'économie canadienne possède un certain nombre d'atouts importants. Notre compétitivité a été améliorée par la baisse appréciable du dollar canadien. L'excédent de notre balance commerciale a augmenté l'an dernier pour atteindre le chiffre record de 4 milliards de dollars, tandis que notre déficit touristique diminuait. Des investissements vigoureux de la part des entreprises nous apportent les capacités de production supplémentaires qui nous permettront de profiter pleinement des possibilités commerciales qui s'offrent à nous.

Nous possédons un autre atout, qui nous distingue des autres pays industrialisés, avec notre potentiel énergétique. Nous pouvons bénéficier des investissements et des créations d'emplois qu'entraînera l'exploitation des ressources énergétiques de notre pays. Notre industrie sera également avantagée sur les marchés mondiaux par un approvisionnement relativement bon marché en énergie. Toutefois, dans l'immédiat, nous ressentirons les effets d'une faible croissance mondiale, d'une inflation rapide et de taux d'intérêt élevés. De l'avis général, l'expansion sera faible ou nulle au Canada en 1980.

M. Stevens: Avec les libéraux au pouvoir.

M. MacEachen: D'après nos dernières prévisions, la croissance de l'économie ne sera que d'environ 1/2 p. 100.